

Hopfenweg 21  
PF/CP 5775  
CH-3001 Bern  
T 031 370 21 11  
info@travailsuisse.ch  
www.travailsuisse.ch

Berne, le 24 février 2020

## **Du point de vue des travailleurs et travailleuses, l'initiative de résiliation doit être clairement rejetée**

**Les citoyens et citoyennes suisses voteront le 17 mai sur l'initiative populaire fédérale « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) ». Si elle devait être acceptée, elle conduira à la résiliation de la libre circulation des personnes et, en raison de la clause guillotine, à la résiliation des accords bilatéraux avec l'Union européenne. Il est donc plus juste de parler d'une initiative de résiliation. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, dit clairement non à cette initiative hostile aux travailleurs et travailleuses. Les mesures d'accompagnement qui protègent les salaires et les conditions de travail sont liées à la libre circulation des personnes. Le monde politique ferait bien de s'attaquer aux problèmes des gens en proposant des solutions par des mesures concrètes, un exemple étant la prestation transitoire pour les chômeuses et chômeurs âgés.**

---

Adrian Wüthrich, Président de Travail.Suisse

---

Les initiant-e-s veulent renégocier la libre circulation des personnes et, si ce n'est pas possible, la résilier dans un délai d'un an. Au vu des derniers développements, il est exclu que l'Union européenne accepte de renégocier et permette à la Suisse de limiter l'immigration. Il en résultera la fin des accords bilatéraux. Prétendre le contraire, c'est méconnaître la réalité politique. Or, les accords bilatéraux sont très bénéfiques pour la Suisse, comme on le voit dans les domaines du développement économique, de la recherche, des transports terrestres et de la sécurité. Grâce à la libre circulation des personnes, les citoyennes et citoyens suisse peuvent circuler librement en Europe et franchir facilement les frontières. Il faut aussi bien constater que sans les travailleurs et travailleuses de l'UE, qui peuvent travailler en Suisse grâce à la libre circulation, la Suisse ne fonctionnerait plus. C'est pourquoi « Rien ne va plus » est le slogan de courtes vidéos que Travail.Suisse et Syna vont diffuser dans la campagne de votation afin de bien faire passer ce message.

Si l'UDC veut rendre l'immigration de travailleurs et travailleuses en Suisse responsable de tous les problèmes, elle n'en reconnaît pas la véritable raison : l'économie suisse a besoin de main-d'œuvre supplémentaire et l'encourage activement. Au cours des dix dernières années, le nombre de personnes actives a passé de 4 à 5 millions. Cela a procuré à l'AVS d'importantes recettes pour le financement des rentes. Le nombre de chômeurs n'a pas augmenté malgré la concurrence supplémentaire sur le marché du travail. Le fait que les entreprises doivent investir dans la formation continue de leurs collaboratrices et collaborateurs et ne laissent pas de côté les travailleuses et travailleurs âgés est et reste une exigence de Travail.Suisse. L'obligation d'annoncer les postes vacants, la prestation transitoire prévue pour les chômeurs âgés à partir de 60 ans et le droit d'avoir un état des lieux et une analyse du potentiel gratuits dès 40 ans sont trois mesures que le monde

politique a décidées et est en train de mettre en oeuvre pour surmonter les problèmes. Pour Travail.Suisse, les avantages économique prodigués par la libre circulation des personnes doit profiter à toute la population et pas seulement bénéficier aux entreprises.

### **Quelles seraient les conséquences d'une acceptation de l'initiative ?**

Les syndicats n'ont pas oublié la conférence de presse de l'UDC du 30 janvier 2018. L'UDC veut s'attaquer aux mesures d'accompagnement introduites en même temps que la libre circulation des personnes. Elle veut supprimer la protection des salaires et des conditions de travail de la concurrence étrangère et des employeurs qui ne respectent pas les conditions de travail et les salaires usuels dans la branche et la région. Bien que la Suisse dispose d'une loi du travail des plus libérales, l'UDC veut moins de règles sur le marché du travail et un démantèlement des contrôles. Lors de la même conférence de presse, elle s'est moquée du partenariat social. Cette approche est hostile aux travailleurs et travailleuses. La tradition suisse du partenariat social est bafouée et cela constitue un affront aux travailleurs et travailleuses. Même si l'immigration était gérée par des contingents, comme jadis, les besoins de l'économie seraient satisfaits. Et que cette dernière ait besoin de plus de main-d'œuvre, on adaptera les contingents à ses besoins. Cependant, sans mesures d'accompagnement et contrôles efficaces, le dumping salarial et des conditions de travail inhumaines seront à nouveau répandues et mettront sous pression le niveau des salaires des travailleurs et travailleuses en Suisse. Si l'immigration était freinée, l'économie aurait trop peu de main-d'œuvre et la croissance économique serait ralentie. On n'imagine pas que l'UDC ignorerait alors les souhaits de l'économie. Dans la politique fiscale, l'UDC ne se lasse pas de réclamer une baisse des impôts et des taxes pour l'économie. Or, la politique de faible imposition fortement soutenue par l'UDC attire en Suisse des entreprises qui, à leur tour, ont besoin d'une nouvelle main-d'œuvre qualifiée. Nous voulons montrer à la population et aux salarié-e-s cette contradiction dans la politique de l'UDC.

### **Investir en Suisse**

C'est à dessein que l'UDC répand la peur d'une « Suisse à 10 millions de personnes ». La Suisse compte actuellement 8,5 millions d'habitants. Mais au cours des prochaines années, les personnes qui prendront leur retraite seront plus nombreuses que le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail. Cet effet démographique entraîne une importante pénurie de personnel qualifié dans presque toutes les branches. Le manque de personnel provoque pour les travailleuses et travailleurs du stress supplémentaire et des heures supplémentaires. Sans immigration, la Suisse ne pourra pas maintenir sa prospérité. Les gains de productivité induits par la numérisation ne pourront pas ralentir suffisamment les besoins en main d'œuvre au point que la Suisse puisse renoncer à l'immigration. Même en contrôlant l'immigration, la Suisse a besoin de main-d'œuvre supplémentaire. Travail.Suisse demande également que l'on engage prioritairement de la main-d'œuvre indigène. Les syndicats ont toujours soutenu l'encouragement du potentiel de main-d'œuvre indigène. Les mesures sont sur la table. Le plus grand effet de levier permet de mieux concilier la vie professionnelle et privée. Mais l'UDC rejette le développement de l'accueil extra-familial, un congé paternité tout comme l'amélioration des soins aux proches. C'est une contradiction supplémentaire des initiant-e-s. Finalement, la croissance de la population implique aussi logiquement le développement de

l'infrastructure étatique. Mais nous constatons que les investissements publics reculent. La réduction de la dette importe plus à la droite que la modernisation des services publics.

Pour Travail.Suisse, c'est clair : les accords bilatéraux sont importants. Des relations bien établies avec nos voisins et principaux partenaires commerciaux constituent les conditions-cadres essentielles pour la place économique suisse. La promesse faite par le monde politique de protéger les salaires et les conditions de travail doit être tenue et il faut améliorer de manière permanente les mesures d'accompagnement. L'économie et la politique doivent prendre au sérieux les travailleuses et travailleurs. Lorsque des problèmes surgissent, le monde politique doit chercher rapidement des solutions. L'initiative de résiliation ne ferait que créer de nouveaux problèmes. C'est pourquoi Travail.Suisse recommande, dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs en Suisse, de rejeter clairement l'initiative de résiliation.